

Unité départementale du Loiret  
3 rue du carbone  
45072 Orléans Cedex2

Orléans, le 14/03/2025

## Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 19/11/2024

### Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

**ORRION CHEMICALS ORGAFORM**

Le Pressoir Vert  
45400 Semoy

Références : -  
Code AIOT : 0010001378

### 1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/11/2024 dans l'établissement ORRION CHEMICALS ORGAFORM implanté LE PRESSEIR VERT 45400 SEMOY. L'inspection a été annoncée le 19/11/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Incendie déclaré dans la nuit sur l'installation de recyclage chimique de déchets de matelas en mousse polyuréthane au niveau de la déchiqueteuse des mousses. Les déchets sont reçus en balles de 400 à 500 kg. Le fournisseur trie (exclusion de certaines mousses) et prétraite les matelas (découpe en 3 à 4 morceaux, des tissus, bois, métaux et plastiques).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ORRION CHEMICALS ORGAFORM
- LE PRESSEIR VERT 45400 SEMOY

- Code AIOT : 0010001378
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Oui

La société ORRION CHEMICALS ORGAFORM (OCO) est une usine chimique spécialisée dans la fabrication de colles, agents de protection du verre, agents de démoulage et intermédiaires de fabrication, qui sont utilisés dans différents secteurs : automobile, ameublement, agro-alimentaire (bouteilles en verre) etc. Elle développe de nouvelles activités en lien avec l'économie circulaire et la chimie verte.

#### Thèmes de l'inspection :

- Risque incendie

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire                                 | Autre information |
|----|-------------------|---|-------------------|
| 1  | Enquête incendie  | Code de l'environnement du 19/11/2024, article R.512-69 | Sans objet        |

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les dispositifs de sécurité ont bien fonctionné et la réaction à l'évènement a été conforme à l'attendu. Un retour d'expérience significatif de cet évènement a été tiré et justifie les évolutions techniques et organisationnelles prévues ou envisagées.

## 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Enquête incendie**

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 19/11/2024, article R.512-69  |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Incident   |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[...]. Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.</p> |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de la visite rapide de l'installation, l'inspecteur constate :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• l'absence de dégâts significatifs ;</li> <li>• le bourrage de la mousse en sortie de broyeur ;</li> <li>• une accumulation de ressorts au niveau du piège magnétique ;</li> <li>• que le positionnement que la tête de sprinklage n'est pas idéalement placée (hauteur, position) pour assurer une détection précoce (demande faite lors de la visite de mettre</li> </ul>   |

avant redémarrage de l'installation l'ampoule avec la température de claquage la plus basse possible et de voir si un système de détection plus précoce peut être mis en place dans un second temps.

Le jour même de la visite, par courriel, l'inspection des installations classées a :

- rappelé à l'exploitant que le rapport d'incident avec l'analyse des causes et les dispositions prises ou prévues pour éviter le renouvellement de cet incendie était à transmettre dans un délai de 15 jours.
- demandé à être informée du redémarrage de l'installation et du résultat des vérifications préalables et actions réalisées préalablement au redémarrage (ouverture du carter et vidange du résiduel de mousse, vérification électrique, état du sprinklage et notamment remplacement des ampoules...).

Le jour même, l'exploitant indiquait que des ampoules 68 °C avaient été mises en place par son prestataire.

Par courriel du 02/12/2024, l'exploitant :

- fait état du redémarrage de l'installation après avoir réalisé la liste des actions ci-après :
  - Nettoyage de la déchiqueteuse et du bâtiment,
  - Evacuation des lots de mousse,
  - Débouillage du transport pneumatique et vérification tuyauteries en amont du ventilateur,
  - Vérification des couteaux et remplacement des couteaux endommagés,
  - Inspection APAVE armoire électrique ( avec rapport joint) et réalisation des actions qui en découlent,
  - Remise en état de sprinklers avec tête à 68°C (avec rapport joint),
  - Vérification du fonctionnement de la déchiqueteuse,
  - Echanges avec Ecomaison sur les problèmes de fils métalliques (avec plan d'actions + cahier des charges joints).
- transmet son rapport d'incident (fiche BARPI de notification renseignée de façon complète) et l'arbre des causes réalisé.

#### **Absence d'écart relevé. Rapport d'incident transmis le 02/12/2024**

Les éléments qui ressortent de ce rapport sont les suivants :

##### Chronologie des événements

18/11/2024 - 13:15 Début déchiquetage de la mousse des matelas usagés

15:55 Recharge mousse déchiqueteuse puis pause de l'opérateur

16:20 Rajout de mousse dans la déchiqueteuse

18:15 Bouchage détecté des tuyauteries de transport pneumatique qui amènent la mousse au silo, par l'opérateur

Arrêt manuel de la déchiqueteuse (arrêt quasi immédiat du transport)

Constat que le béliet de la déchiqueteuse est en position proche du rotor

18:35 Vérification des pièges magnétiques sur les lignes de transport pneumatique (en amont des ventilateurs) : constat de la saturation des pièges par des fils de métal, en quantité très élevée.

Nettoyage des pièges et débouchages des tuyauteries en amont et aval des filtres

18:45 Arrêt de la déchiqueteuse après essai de redémarrage infructueux - mise à l'arrêt complet de la déchiqueteuse pour intervention du service maintenance le lendemain matin

19/11/2024 - 00:40 Déclenchement des sprinklers (eau sans émulseur) et extinction de l'incendie dans la déchiqueteuse

Intervention des équipiers d'intervention.

Déclenchement du POI : appel des pompiers + cadre de garde.

## A noter

Estimation de 20 à 30 kg de mousse qui a pris feu.

Les eaux d'extinction ont été récupérées dans le bassin de confinement enterré et éliminé en filière d'incinération de déchets.

Cause probable de l'incendie : échauffement de la mousse (non évacuée par le transport pneumatique) par frottement sur le rotor. Celui-ci est dû principalement au bouchage de la tuyauterie de transfert de la mousse, Lors de l'ouverture des pièges magnétiques, une grande quantité de fils métalliques obstruant la canalisation a été retrouvée. Ces fils proviennent très probablement de ressorts moulés dans des matelas, technologie peu répandue (selon ECOMAISON 1 matelas sur 50 000) mais existante et difficile à détecter.

Le cahier des charges de fourniture de la mousse usagée précise l'absence de corps étrangers, donc d'objet métallique.

## Plan d'actions ECOMAISON à l'origine de la fourniture de la mousse

- 11/2024 - Poursuivre les actions de sensibilisation des opérateurs de la ligne de démantèlement de ENVIE La Mézière sur les contrôles visuels renforcés, afin d'assurer une précaution maximale sur les prochaines livraisons de mousse PU à OCO ;
- 11/2024 - Envoi par OCO d'échantillon de métal capté dans les pièges magnétiques lors du sinistre à Ecomaison et à ENVIE, pour investigations complémentaires sur l'origine du métal, et sa détection ;
- 12/2024 - Réalisation d'essais de détection avec l'échantillon de métal envoyés par OCO :
  - Détection sur le détecteur de métaux équipant la ligne de démantèlement des matelas de ENVIE La Mézière,
  - Détection avec détecteur portatif « simple », avec seuil de détection plus bas.
- 12/2024 - Se procurer des matelas à ressorts moulés dans la mousse, et réaliser un essai de détection :

**Analyse des causes** Plusieurs solutions ressortaient avec des échéances associées ou des constats de réalisation :

- Vérification du fonctionnement de la déchiqueteuse (fait) ;
- Renforcer auprès d'ECOMAISON le besoin du respect du cahier des charges (fait) ;
- Etudier la possibilité de mettre un capteur de niveau haut dans la trémie de la déchiqueteuse (échéance 31/01/2025) ;
- Etudier la possibilité de mettre une temporisation sur la variation de poids du silo (échéance 31/01/2025) ;
- Rajouter dans l'instruction de fonctionnement de la déchiqueteuse qu'en cas de bourrage, une intervention doit être immédiate (échéance 30/11/2024 dépassée à la date de transmission de l'analyse de risque à l'inspection des installations classées) ;
- Etudier un système de détection de fumée tel que caméra thermique, détecteur standard...(échéance : 31/01/2025) ;
- Remplacement des têtes de sprinkler par des têtes à température plus basse (fait) ;
- Etudier la possibilité de mettre une détection acoustique de bruit anormal (échéance : 31/12/2024) ;
- Révision de l'étude des dangers (échéance 28/02/2025).

Les 4 derniers points sont directement en rapport avec les questionnements de l'inspection des installations classées lors de la visite.

## Plan d'actions OCO

- Evaluer la possibilité de mettre en place un système de détection des bouchages de

tuyauterie (capteur de niveau haut dans la trémie, tempo sur la variation de poids du stockage du stock de mousse déchiquetée)

- Renforcement de la formation des opérateurs sur la réaction lors de bouchage de tuyauterie, indication d'intervention rapide de la maintenance.
- Révision de la procédure de l'utilisation de la déchiqueteuse
- Révision de l'étude de dangers

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

**L'exploitant doit actualiser son rapport d'incident en :**

- précisant :
  - les conclusions de son étude de la possibilité de mettre en place un système de détection des bouchages de tuyauterie ;
  - le contenu de la formation renforcée des opérateurs
  - si tous les opérateurs ont bénéficié de la formation renforcée ;
  - l'avancement de la révision de l'étude des dangers et les points de révision réalisés ou prévus (l'exploitant confirmera qu'elle comprend une révision de l'analyse des risques d'incendie au niveau de l'installation de broyage),
  - la conclusion des 5 actions issues de l'analyse des causes non réalisées à la date de transmission à l'inspection des installations classées dont toutes les échéances sont maintenant échues ;
- communiquant la procédure d'utilisation de la déchiqueteuse ;
- transmettant les suites du plan d'actions défini par ECOMAISON ;
- joignant les résultats d'analyse des eaux d'extinction et les bordereaux de suivi des déchets générés par l'incendie.

**Type de suites proposées : Sans suite**